



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 24 à 28 – 10 juin au 14 juillet 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Les délestages électriques atteignent un niveau historique
- **Afrique du Sud** : La Banque mondiale approuve un financement de 480 MUSD
- **Angola** : L'excédent commercial progresse à nouveau au premier trimestre
- **Botswana** : La croissance accélère au premier trimestre
- **Namibie** : L'agence Fitch dégrade sa notation souveraine d'un cran à BB-
- **Zambie** : Point sur l'avancée de la restructuration de la dette
- **Zimbabwe** : La banque centrale durcit à nouveau sa politique monétaire

Zoom sur... le programme d'évaluation du système financier sud-africain du FMI

Dans le cadre de son programme d'évaluation du système financier sud-africain, le FMI a publié le 17 juin une série de notes d'analyse, réalisées en partenariat avec la Banque Mondiale, sur différentes thématiques : le **système de surveillance des risques de la Banque centrale (SARB)**, la **liquidité sur les marchés financiers**, la **cybersécurité**, le **filet de sécurité financière**, et la **régulation et supervision des secteurs bancaire et assurantiel**.

S'agissant plus spécifiquement du secteur bancaire, le FMI évoque un système de supervision relativement efficace, qui a été renforcé avec la mise en place progressive d'un modèle dit « *twin peaks* » à partir de 2018 – modèle basé sur deux autorités distinctes de régulation, la *Prudential Authority* (PA – administrée par la SARB et en charge de la supervision des institutions financières) et la *Financial Sector Conduct Authority* (chargée de la supervision des marchés financiers). D'après le Fonds, l'autorité a également su se montrer particulièrement flexible pendant la crise de la Covid-19, allégeant à temps les réglementations pour permettre de limiter l'impact sur le crédit et la stabilité du secteur financier. L'évaluation du FMI évoque toutefois plusieurs faiblesses du système, qui n'est pas complètement compatible avec certaines exigences de la réglementation bancaire internationale Basle III et qui pourrait gagner en transparence. Le FMI propose une liste de recommandations portant sur **i)** le renforcement des procédures de contrôle des établissements bancaires, **ii)** une surveillance renforcée des auditeurs indépendants des banques, **iii)** une réforme du mode de fonctionnement de la PA (surveillance davantage focalisée sur la gouvernance, etc.), **iv)** l'amendement de plusieurs lois cadres pour limiter l'influence politique (notamment du Ministère des Finances) dans le processus de supervision et résolution. Pour rappel, le système financier sud-africain est considéré comme solide est s'est montré résilient face à la crise : les établissements bancaires apparaissent comme bien capitalisés (ratio de capitalisation *Tier 1* de 16,4% fin 2021, supérieur au niveau de 2019), le taux de prêts non performants demeure relativement contenu (5,2% - bien que en hausse de 1,2 point par rapport à 2019) et le niveau de liquidité suffisant (ratio de liquidité de 28,8%, proche du seuil de 2019).

Afrique du Sud

Les délestages électriques atteignent un niveau historique (Eskom)

Entre le 26 juin et le 14 juillet, l'Afrique du Sud a enregistré près de vingt jours consécutifs de délestages électriques dont plusieurs en niveau 6 (retranchement de 6 000 MW de capacités de production – qui se traduit par environ dix heures de coupure de courant quotidienne). L'électricien national Eskom n'avait pas eu recours à ce niveau depuis 2019 et jamais sur une période aussi longue. Depuis le début de l'année, on compte 47 jours complets de délestage, soit presque autant que sur l'ensemble de l'année 2021 (48). Cette situation traduit les difficultés opérationnelles d'Eskom (parc vieillissant et peu efficace, rattrapage du programme de maintenance et multiplication des incidents) encore aggravées par un mouvement de grève. Ce dernier a débuté le 24 juin sur fond de négociations salariales – Eskom proposait une revalorisation comprise 4,5% et 5% quand les principaux syndicats réclamaient +10%. Eskom a finalement trouvé un accord avec les syndicats le 5 juillet, concédant une augmentation de 7% sur l'exercice 2022-2023. Malgré la fin du mouvement, les coupures devraient persister pour encore plusieurs semaines. Les conséquences financières seront colossales pour l'entreprise publique qui se trouve déjà dans une situation très fragile. Plus globalement, l'ensemble de l'économie va être affectée par cet épisode – plusieurs banques locales ont ainsi revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'année 2022, entre -0,2 point et -0,4 point pour atteindre entre 1,8% (Nedbank) et 1,5% (FNB).

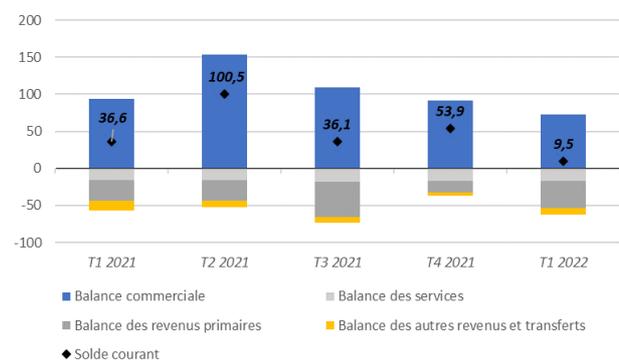
La Banque mondiale approuve un financement de 480 MUSD

Le 13 juin, le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé un prêt d'aide budgétaire en faveur du gouvernement sud-africain, pour un montant de 480 MUSD. Le financement vise à soutenir la campagne de

vaccination publique contre la Covid-19, en prenant en charge une partie des contrats d'approvisionnement signés auprès de l'initiative COVAX et directement auprès des laboratoires pharmaceutiques (Pfizer et Janssen) – dont le coût total est estimé à 912 MUSD. Le gouvernement sud-africain a mis en place une stratégie vaccinale ambitieuse avec comme objectif, à terme, de vacciner 70% de sa population (soit plus de 40 M d'habitants). Toutefois, si les autorités disposent des doses nécessaires, la campagne de vaccination fait face à un coup d'arrêt depuis plusieurs mois. Actuellement seuls 37% des sud-africains ont reçu au moins une dose de vaccin, soit 1 point de plus que mi-avril. Ce nouveau financement confirme le changement d'approche du gouvernement vis-à-vis des institutions financières internationales depuis le déclenchement de la crise – pour rappel, la Banque Mondiale a octroyé un premier prêt d'aide budgétaire à l'Afrique du Sud en janvier 2022 (Development Policy Loan de 750 MUSD) et le FMI un financement d'urgence en juillet 2020 (4,3 Mds USD).

L'excédent courant diminue au premier trimestre (SARB)

Evolution de la balance des transactions courantes - en Mds ZAR



Selon le dernier bulletin trimestriel de la SARB, l'Afrique du Sud a enregistré un nouvel excédent courant au premier trimestre 2022, le septième consécutif, mais en baisse de 74% par rapport à la même période l'an passé, pour atteindre 10 Mds ZAR (580 MEUR et 0,8% du PIB). Cette

évolution s'explique en particulier par le recul de l'excédent commercial (-23%) à 72 Mds ZAR (6,4% du PIB et 4,2 Mds EUR) – l'augmentation des importations ayant été plus marquée (+27%, hausse de la facture énergétique et reprise de la demande interne) que celle des exportations (+15%, portée par les ventes de fer, de charbon et de chrome). D'autre part le déficit de la balance des revenus primaires s'est creusé de 34%, pour atteindre 37 Mds ZAR (2,2 Mds EUR et 3,3% du PIB), du fait de l'augmentation des dividendes payés aux agents non-résidents par les multinationales minières. La balance des services reste déprimée (déficit de 17 Mds ZAR soit 980 MEUR et 1,5% du PIB), à l'image du secteur du tourisme et dans un contexte de forte hausse des coûts du transport.

Angola

L'excédent commercial progresse à nouveau au premier trimestre (INE)

Selon l'organisme national de statistiques, l'excédent commercial a atteint 4 546 Mds AOA (soit 10,4 Mds USD) au premier trimestre 2022 – en augmentation de près de 60% par rapport à la même période l'an passé. L'excédent progresse donc pour le sixième trimestre consécutif et atteint un point haut qui n'avait pas été observé depuis 2018. Cette performance s'explique en particulier par la très nette augmentation des exportations (+43%), composées en quasi-totalité d'hydrocarbures – avec un effet prix (le prix du baril a augmenté d'un tiers sur la période) qui l'emporte sur l'effet volume (+2,2% pour atteindre en moyenne 1,2 M de baril par jour). Les importations ont également progressé, mais à un rythme moins soutenu (+16%) – portées notamment par les achats de carburants, de produits chimiques et de denrées agricoles.

Botswana

La croissance accélère au premier trimestre (BotStat)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB a progressé de 7% au premier trimestre 2022

comparativement à la même période en 2021 – après +5,6% au quatrième trimestre 2021. La croissance accélère donc de nouveau après avoir marqué le pas au trimestre précédent. Cette évolution s'explique d'abord par les bonnes performances de l'industrie minière (+23% pour un secteur représentant 12% du PIB) – compte tenu de l'augmentation des prix et des volumes de production (+25%). Plus globalement, quinze secteurs sur seize ont cru sur la période. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table sur une croissance de 4,2%, en baisse par rapport à 2021 (11,4%) mais à un niveau supérieur à celui observé avant crise. L'économie devrait continuer à bénéficier des cours élevés du diamant et pourrait profiter d'un report de la demande européenne et américaine auparavant servie par la Russie.

Namibie

L'agence Fitch dégrade sa notation souveraine d'un cran à BB- (Fitch)

Le 24 juin, l'agence de notation Fitch a annoncé la dégradation de la notation souveraine namibienne de long terme à BB- (soit trois ans crans en deçà de la catégorie investissement), tout en maintenant une perspective stable. Cette annonce intervient un peu plus de trois mois après que Moody's ait également dégradé sa notation du pays, à B1 (un cran de moins que Fitch). L'agence alerte notamment sur la forte dégradation des finances publiques : le déficit a atteint près de 10% du PIB sur l'exercice 2021-2022, après 8,2% du PIB lors du précédent. La trajectoire à moyen terme est inquiétante : le taux d'endettement devrait passer de 68% du PIB à la fin de l'exercice 2021-2022 à près de 75% en 2025. En parallèle, les perspectives de croissance sont faibles (+2,8% en 2022 et +3,1% en 2023) et selon Fitch, le PIB ne devrait pas retrouver son niveau pré-crise avant 2024.

Zambie

Point sur l'avancée de la restructuration de la dette (MoF)

Le 19 juin, le ministère des Finances a publié un communiqué qui revient sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la restructuration de la dette, dans le cadre commun. La première réunion du comité des créanciers souverains du G20 s'est tenue le 16 juin, sous la co-présidence de la France et de la Chine. Cette réunion a permis au FMI et à la Banque Mondiale de présenter leurs analyses de soutenabilité de la dette zambienne et de commencer à discuter des modalités de la restructuration. Dans le communiqué, le gouvernement indique qu'il est en train de sécuriser plusieurs financements concessionnels auprès d'autres bailleurs multilatéraux, notamment la Banque Mondiale (une aide budgétaire de 275 MUSD ainsi qu'une enveloppe de prêts budgétaires de 655 MUSD présentée au conseil d'administration dans les semaines à venir), et la Banque Africaine de Développement (prêt budgétaire de 500 MUSD). Ces financements pourront être mis en œuvre une fois que les créanciers souverains auront donné les garanties nécessaires quant à la restructuration et que le conseil d'administration du FMI aura validé son programme de financement (suite à l'accord de principe trouvé fin 2021).

Zimbabwe

La Banque centrale durcit à nouveau sa politique monétaire (RBZ)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ*), qui s'est réuni le 24 juin, a rehaussé le taux directeur de 120 points à près de 200%. Ce nouveau durcissement (après une précédente hausse de 20 points au mois d'avril) a pour objectif de juguler la hausse des prix. En juin, l'inflation sur un an a atteint 192%, après 132% en mai et 96% en avril. En parallèle, le dollar zimbabwéen continue de dérapé. Au 14 juillet, la parité officielle a atteint 391 ZWL pour 1 USD (dépréciation de 160% sur trois mois). Malgré cela, la prime sur le marché parallèle dépasse à nouveau 100%, se rapprochant du niveau record observés il y a trois mois (environ 120%). La RBZ a également annoncé un train de mesures visant à casser la spirale inflation/dépréciation qui se met en place depuis la mi-avril : possibilité pour les commerçants de libeller les prix en USD ou en ZWL sur la base du taux de change interbancaire, création d'un marché à terme de la devise, obligation de convertir 25% des recettes d'exportations supplémentaires après 120 jours (en plus du taux de rétention en vigueur), etc.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change (%)			
	14/07/2022	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,09 ZAR	-2,0%	-6,1%	-15,5%	-6,8%
Angola	426,1 AOA	-0,6%	0,8%	49,7%	28,0%
Botswana	12,6 BWP	-1,8%	-5,1%	-13,8%	-7,9%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	-0,4%	0,0%
Zambie	16,4 ZMW	-0,2%	3,3%	38,1%	1,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international